



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

CONF/PRES/SPEECH(2016)01

Intervention de la Présidente, Anna Rurka, à la réunion de la Conférence des OING, le 29 janvier 2016

Chers représentants d'OING, Cher(e)s collègues,

L'année 2015, le premier mandat du Bureau a montré que nous pouvons tous ensemble identifier nos priorités, dynamiser les dialogues avec les autres organes du Conseil de l'Europe, même si parfois il faut s'imposer pour être entendu. Nous en tant que Conférence, vous en tant que ONG internationales, nous devons renforcer nos liens avec la société civile dans les pays membres. C'est cela qui fonde notre légitimité. Le Bureau et la Commission Permanente ont engagé un processus de travail ascendant envers les OING dotées du statut participatif et continueront à travailler de cette manière. La Conférence des OING restera un lieu d'engagement et de partage, porteuses de valeurs du Conseil de l'Europe, un lieu de transmission intergénérationnelle et d'innovation. Nous continuerons à faire bouger les lignes au sein de la Conférence et au sein du Conseil de l'Europe. Nous allons assoir notre position d'acteur dans les pays membres du Conseil de l'Europe.

Le statut participatif nous engage à agir pour améliorer la situation de la société civile que nous représentons. Pour cela nous avons besoin d'une stratégie de communication forte et lisible, avoir un signalétique clair et identifiable à l'extérieur. On doit créer notre image de marque, on doit se distinguer, se démarquer par nos actions pour fédérer les OING et porter la voix collective.

Nous ne sommes pas tout à fait libres de choisir nos priorités, elles sont dictées par le contexte socio-politique et économique du moment, les événements qui traversent le monde remettent en question la démocratie, les droits de l'Homme et l'Etat de droit et changent la société à tout jamais.

Les terroristes s'attaquent non seulement aux institutions mais à la société civile, l'extrémisme et l'autoritarisme montent en puissance, en utilisant la lutte contre le terrorisme comme argument permettant de renforcer le contrôle sur les citoyens. Alors que pouvons-nous faire ? Vraiment beaucoup, dans le paramètre de responsabilité qui est le nôtre. Tout d'abord s'engager et montrer qu'il est possible de faire autrement, donc créer un programme d'action positive à travers les initiatives citoyennes, créer des médias solidaires et citoyens en tout cas alternatifs aux médias politisés.

C'est urgent. Le nombre de pays dans lequel l'espace civique se rétrécit augmente. Le pluralisme politique, religieux, culturel qui fonde l'espace public, signe de la liberté, disparaît au titre d'une pensée unique et autoritaire. On doit rappeler à celles et ceux qui ont été élus qu'ils ont le droit de gouverner mais n'ont pas le droit de changer le régime sans que la société civile se prononce. Le basculement d'un état démocratique à un état autoritaire peut se faire très rapidement, on a malheureusement de plus en plus d'exemples. Le

système conventionnel du Conseil de l'Europe qui garantit les droits de l'Homme devient inconfortable aux états autoritaires qui ne tolèrent plus qu'une justice supranationale leur dicte les lois. Si vous observez bien, un des points clé dans ce basculement est l'exclusion de la société civile et des ONG du mécanisme démocratique de prise de décisions.

Vous savez aussi bien que moi que la clé d'une démocratie stable c'est la conscience et l'action citoyenne. Oui, on doit travailler pour les principes qui nous semblaient être déjà acquis. La démocratie a du sens lorsque les individus s'engagent à prendre leur vie en main. La politique c'est une action dans la sphère publique qui est menée au nom de l'intérêt général. C'est une obligation mais c'est aussi un plaisir, le plaisir de faire quelque chose avec l'autre pour le bien de tous.

Donc, j'ouvre cette réunion plénière avec plaisir et émotion car des moments très importants se dérouleront tout à l'heure.